

PRÉFÈTE D'INDRE-ET-LOIRE

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du
Logement Centre-Val de Loire

Unité Départementale d'Indre-et-Loire

Parçay-Meslay, le

- 4 10 2019

Le Directeur régional

à

Madame la Préfète d'Indre-et-Loire

DCPPAT / Bureau de l'environnement

15 rue Bernard Palissy

37925 TOURS Cedex 9

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Demande d'autorisation d'exploiter
de la société SAINT-GEORGES GRANULATS
située sur la commune de Beaumont-Louestault**

1. OBJET DE LA DEMANDE

Par lettre déposée en préfecture d'Indre-et-Loire le 26 novembre 2018, Monsieur , agissant en qualité de président de la société SAINT-GEORGES GRANULATS, a sollicité une autorisation environnementale pour l'exploitation d'une carrière de calcaire aux lieux-dits « Les Pièces de la Haute Barde » et « Mauny », sur le territoire de la commune de Beaumont-Louestault (37360).

Cette carrière a d'ores et déjà été autorisée par arrêté préfectoral n° 15101 du 12 juillet 1999, pour une durée de 20 ans.

Du fait d'un faible rythme d'exploitation en lien avec un ralentissement économique du secteur du bâtiment et des travaux publics, l'intégralité du gisement initialement prévu à l'extraction n'a pu être exploitée.

Les matériaux extraits, des calcaires lacustres de Touraine, sont destinés aux travaux de voirie et de terrassement, et répondent notamment à la recherche de matériaux de substitution des matériaux alluvionnaires récents et dont l'exploitation est appelée à diminuer dans le cadre de la préservation des milieux.

Ainsi, la société SAINT-GEORGES GRANULATS souhaite poursuivre l'exploitation de la carrière et sollicite le renouvellement de l'autorisation durant 30 années supplémentaires, afin de valoriser au mieux ce gisement en extrayant les 1 266 000 m³ de gisement restant (1 117 000 tonnes de produits finis) au 1^{er} juillet 2018, et de finaliser la remise en état du site.

Par conséquent, cette demande porte précisément sur :

- le renouvellement partiel de l'autorisation d'exploiter la carrière (rubrique ICPE n° 2510-1), remise en état incluse, pour une durée de 30 ans ;
- l'enregistrement des installations de traitement pour une puissance de 576 kW (rubrique ICPE n° 2515-1a)

L'accès, les principales caractéristiques des procédés de production, de fabrication et de stockage des matériaux, ainsi que les conditions de remise en état, restent inchangés.

L'emprise de la carrière est légèrement modifiée du fait de la présence de deux zones archéologiques que la société a décidé d'exclure du périmètre sollicité en renouvellement. La superficie de la carrière s'étendra par conséquent sur 32 ha 76 à 35 ca.

L'épaisseur moyenne du gisement sera de 5,4 mètres (épaisseur variant de 1,8 mètres à 11,8 mètres), conduisant le fond de fouille, toujours exploité au moins un mètre au-dessus des plus hautes eaux connues de la nappe phréatique des calcaires lacustres sous-jacente à subir des variations allant de 100,5 m NGF à l'ouest à 106,75 m NGF à l'est.

La production maximale est réduite à 150 000 tonnes par an (contre 300 000 tonnes par an). La production moyenne est également abaissée, à 38 500 tonnes par an.

La carrière sera exploitée hors d'eau, à ciel ouvert, à l'aide d'une pelle hydraulique munie d'un godet de déroctage spécifique à l'extraction ou par tir de mines d'ébranlement (charge explosive moins importante que lors de tirs de mines d'abattage). Les tirs de mine auront seulement lieu dans le cas de passages à calcaires massifs et représenteront, dans le cas le plus défavorable, 15 tirs par an, sans stockage d'explosif sur le site.

Le traitement des matériaux s'effectuera par campagne (deux à trois mois par an), composé de trois opérations principales : le scalpage, le concassage, le criblage. L'installation présentera une puissance légèrement supérieure à la précédente (576 kW pour 480 kW précédemment).

Un forage existant sur la carrière sera conservé et permettra de prélever un volume d'eau dans la nappe de la Craie de Villedieu inférieur à 1000 m³ par an et de l'ordre de 20 m³ par semaine lors des semaines sèches, en vue d'assurer le rabattement des poussières et l'alimentation de la réserve incendie.

La remise en état du site conduira à retrouver des terrains agricoles, en assurant le remblaiement partiel de la fouille à l'aide des stériles d'exploitation et de matériaux inertes extérieurs avant régalage de la terre végétale conservée en merlon sur le site, en aménageant les fronts de taille résiduels par talutage en pente douce, et en reconstituant les deux chemins existant avant l'exploitation.

À cet effet, un dossier de demande d'autorisation environnementale, a été déposé le 26 novembre 2018 et complété le 20 mars 2019.

La fiche ci-jointe récapitule :

- le périmètre de l'autorisation sollicitée,
- l'ensemble des étapes de la procédure d'instruction,
- les consultations effectuées en application des dispositions des articles R. 181-18 à R. 181-33 du code de l'environnement et les avis rendus lors de la phase d'examen préalable (avis joints au présent rapport),
- les consultations effectuées en application des dispositions des articles R. 181-36 à R. 181-38 du code de l'environnement et les avis rendus lors de la phase d'enquête publique (avis joints au présent rapport).

1.1. Note de présentation non technique

Conformément à l'article R. 181-13 du Code de l'Environnement, la note de présentation non technique ci-jointe, décrit l'établissement, son historique administratif, l'environnement dans lequel il est implanté et le projet objet de la demande d'autorisation environnementale. Il positionne par ailleurs le projet au regard de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

1.2. Maîtrise d'urbanisation

Le pétitionnaire n'est pas propriétaire des parcelles concernées par le projet. Il bénéficie d'un contrat de forage pour les deux parcelles concernées par la carrière projetée situées section ZS parcelles n° 2 et 7pp (pour partie). Les dispositions du plan local d'urbanisme autorisent la réalisation des activités d'exploitation de carrière projetées.

Quatre habitations se trouvent par ailleurs à proximité du site dans un périmètre compris entre 400 et 500 mètres,

Si le pétitionnaire a indiqué qu'il peut être amené à procéder à des tirs de mine, l'essentiel des opérations d'extractions se feront à la pelle hydraulique.

Les tirs de mines réalisés ponctuellement, lorsqu'un banc de calcaire massif sera rencontré, ne seront par ailleurs que des tirs d'ébranlement et non des tirs d'abattage. La charge explosive qui sera utilisée sera donc moindre, ne générant pas de projection hors du périmètre du site. Néanmoins, des mesures de la vitesse particulaire pondérée seront systématiquement réalisées lors des tirs de mines mis en œuvre de façon à justifier l'absence d'effets sur les habitations et les terrains les plus proches du site.

2. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

Le projet de prescriptions ci-joint tient compte des mesures prévues par le pétitionnaire et de celles imposées par la réglementation, notamment au travers des dispositions :

- de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- des dispositions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

2.1. Propositions introduites dans l'arrêté

2.1.1. En relation avec la procédure d'instruction

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 prévoient que :

- S'agissant des émissions de poussières dans l'environnement :

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.

Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement « de l'installation » sont aussi complets et efficaces que possible.

La conception « de l'installation » prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs.

En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envois de poussières :

- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;

- La vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévus ;
- Les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ;
- Les engins de foration des trous de mines doivent être équipés d'un dispositif de dépoussiérage.

En ce qui concerne le contrôle des niveaux d'empoussièrment, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

- S'agissant des émissions sonores :

En dehors des tirs de mines, les dispositions relatives aux émissions sonores des « différentes installations » sont fixées par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement

Les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement | Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés | Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A) | 6 dB(A) | 4 dB(A) |
| Supérieur à 45 dB(A) | 5 dB(A) | 3 dB(A) |

Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture « du site » pour toutes les nouvelles exploitations et ensuite tous les trois ans, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées.

Les valeurs mesurées en limite de propriété ne peuvent excéder 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

- S'agissant de la remise en état du site :

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

Le remblayage de la carrière sera géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés sans nuire à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Les déchets utilisables pour le remblayage de la carrière sont les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local et qu'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des

- S'agissant de l'utilisation d'explosifs :

Une mesure de la vitesse particulaire pondérée est effectuée dès les premiers tirs d'ébranlement réalisés sur la carrière, puis tous les ans de façon à justifier l'absence d'effets sur les habitations et les terrains les plus proches du site.

Ces mesures sont effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.

- S'agissant de la remise en état du site :

Les travaux seront réalisés de manière coordonnée à l'avancement de l'exploitation de sorte que la phase « n » soit en cours de réaménagement lorsque l'avancement de l'exploitation aura atteint la phase « n+2 ».

La frange arborée mise en place au début de l'exploitation dans le secteur ouest de la carrière sera conservée, de même que les écrans arborés mis en place précédemment. 1150 plants (Epine Nôtre, Cornouiller sanguin, Sureau noir, Fusain et Cerisier de Sainte-Lucie) permettront de constituer une frange sur la partie est du site concourant à préserver les milieux et à maintenir des zones de tranquillité et de reproduction pour la faune.

Toutes ces dispositions sont reprises au sein du projet d'arrêté joint au présent rapport.

3. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

Au vu des éléments fournis par la société SAINT-GEORGES GRANULATS dans son dossier de demande d'autorisation environnementale et ses compléments, des avis formulés lors de la consultation du public et des services de l'État et des réponses apportées par le pétitionnaire, l'inspection des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers, et de limiter les risques tout au long de l'exploitation de la carrière projetée par la société SAINT-GEORGES GRANULATS, au lieu-dit « Les Pièces de la Haute Barde », sur le territoire de la commune de Beaumont-Louestault.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement propose à Madame la Préfète d'Indre-et-Loire d'accorder l'autorisation environnementale sollicitée par la société SAINT-GEORGES GRANULATS, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

En application de l'article R 181-39 du Code de l'environnement, les dispositions du projet d'arrêté préfectoral peuvent être présentés à la commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, en formation des sites et des paysages (carrière).

déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines « et les sols », notamment par la mise en place d'une procédure d'acceptation et de vérification.

L'arrêté d'autorisation fixe la nature, les modalités de tri et les conditions d'utilisation des déchets extérieurs admis sur le site. Il prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines et la fréquence des mesures à réaliser.

Toutes ces dispositions sont reprises au sein du projet d'arrêté joint au présent rapport.

2.1.2. Selon l'analyse des services instructeurs et du service coordonnateur

L'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral conformément aux dispositions de l'article L.181-3 du Code de l'Environnement (CE).

Compte tenu des nuisances inhérentes à l'activité ou des enjeux environnementaux liés au projet, il apparaît nécessaire de compléter les dispositions évoquées au paragraphe 2.1.1 ci-dessus en apportant une vigilance accrue sur les points suivants :

- S'agissant de la protection des ressources en eau :

Le fond de fouille de la carrière sera toujours au moins un mètre au-dessus des plus hautes eaux connues de la nappe phréatique des calcaires lacustres sous-jacente, se limitant à 100,5 m NGF à l'ouest et 106,75 m NGF à l'est.

Les prélèvements réalisés sur la nappe de la Craie de Villedieu par l'intermédiaire du forage existant sur le site seront limités à 1000 m³ par an et 20 m³ par semaine en période sèche.

Un réseau minimum de trois piézomètres (un piézomètre implanté en amont, deux en aval du sens d'écoulement de la nappe phréatique) permettra de réaliser un suivi, a minima semestriel, de la qualité de l'eau de la nappe de la Craie des calcaires lacustres.

Le stockage d'hydrocarbures sera interdit sur le site.

Le ravitaillement des engins s'effectuera suivant une procédure visant à récupérer les égouttures.

Les eaux météoriques ayant ruisselé sur le site seront traitées par décantation gravitaire au travers d'un bassin de récupération avant rejet dans le ruisseau de Mauny.

Un suivi de la qualité des eaux du ruisseau de Mauny sera réalisé en amont et en aval du rejet à une fréquence au moins annuelle.

- S'agissant de la protection de l'avifaune :

Les opérations de décapage des horizons de surface seront menées entre septembre et mars, en dehors de la période de reproduction des oiseaux.